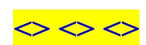
MARDI 10 JUIN 2014

VIDÉO du JOUR

Olivier Delamarche - 09 Juin 2014



https://www.youtube.com/watch?v=jaCa94t3YZg



En route vers le niveau zéro

Par James Howard Kunstler - *Kunstler.com*
Publié le 09 juin 2014

Quel que soit le domaine question, les Etats-Unis ne savent plus comment agir. Nous ne savons pas quoi faire face aux crises économiques. Nous ne savons pas quoi faire face à nos relations avec les autres nations dans la conjoncture économique actuelle. Nous ne savons pas quoi faire de notre propre culture et de ses traditions, de l’utile et de ce qui est démodé. Nous ne savons certainement pas quoi faire des relations entre les hommes et les femmes. Et nous sommes stupéfaits jusqu’à la paralysie de nos relations avec l’écosystème de la planète.

Pour apaiser nos contrariétés, nous nous contentons de naviguer le courant généré par la machinerie en place – le flux turbo-industriel de produits vers des consommateurs qui n'ont plus les moyens de s'acheter quoi que ce soit, l'infrastructure du transport qui se délabre, les opérations malhonnêtes des banques centrales qui brises les structures de prix et de coût sur toute la planète, les idéologies politiques basées sur de fausses idées telles que la croissance illimitée, les transgressions culturelles que sont la police de la pensée et les institutions qui tentent désespérément d'éviter les conséquences de leurs actes.

Notre société est en grand danger mais refuse de l'admettre. L'expansion du PIB n'est rien de plus qu'un tour de passe-passe statistique qui vise à satisfaire les éditeurs novices et à embobiner les électeurs. Si nous savions comment agir, nous réunirions nos efforts pour mettre fin à la motorisation de masse, mais nous préférons nous nourrir de contes de fées et croire en les « miracles du pétrole de schiste » qui nous confortent dans l'idée que nous pourrons toujours monter en voiture pour aller à WalMart (pensez aux nouvelles voitures sans chauffeur !). Vous êtes-vous déjà demandé si nous avions encore le capital nécessaire à la réparation des réseaux de routes et d'autoroutes et des ponts sur lesquels ces voitures sont supposées se déplacer ? Ou si le capital nécessaire aux Américains pour acheter leur voiture leur sera toujours disponible ?

L'économie globale dépérit rapidement parce qu'elle n'est que la manifestation de la fin du pétrole peu cher. Le pétrole devient très cher, et beaucoup de choses qui semblaient fonctionner très bien jusqu'à récemment commencent à battre de l'aile. La courroie transporteuse sur lequel se déplacent des produits venus de Chine jusqu'aux rayons de nos WalMart et Target ne fonctionneront plus aussi bien lorsque les Américains perdront leurs revenus et auront à dépenser leurs allocations gouvernementales en essence parce qu'ils sont nés dans un monde où il est nécessaire de conduire partout pour n'importe quoi, et parce que les petits jeux auxquels s'adonnent la banque centrale aura encore fait gonfler les prix des biens alimentaires.

La fanfare de la « renaissance industrielle » retentit aux Etats-Unis, dans l'idée que des robots viendront bientôt remplacer les ouvriers. De quel genre de conte populaire idiot s'agit-il ? Si les Hommes n'avaient plus leur place que dans les bureaux administratifs, comment deux cent millions

d'Américains pourront-ils survivre ? Et qui exactement sera supposé acheter quoi que ce soit ? Je peux vous assurer que les Brésiliens, les Chinois et les Coréens auront suffisamment d'usines chez eux. Vont-ils acheter nos produits ? Décideront-ils de robotiser leurs propres usines et d'appauvrir des millions de leurs propres ouvriers ?

Le manque de réflexion derrière ce mécanisme est à en couper le souffle, notamment parce que sa conséquence politique première n'est pas prise en compte – ou si vous préférez, le potentiel de révoltes, de révolutions, d'émeutes, de cruauté, de morts et d'expériences gouvernementales psychopathes dont le XXe siècle a été le laboratoire. Les populations plongées dans le désespoir deviennent des populations de maniaques. La rareté ne peut que frayer un chemin aux homicides de masse.

Et de quoi s'inquiètent les Etats-Unis en juin 2014 ? Selon un récent article du *Time Magazine*, du triomphe de la transsexualité. N'est-il pas merveilleux de célébrer la confusion sexuelle comme la plus grande avancée de notre culture ? Inutile de se demander pourquoi les Russes pensent que nous avons perdu la tête et veulent se dissocier de l'Occident. J'ai une bonne nouvelle pour les éditeurs du *Time Magazine*: les ravissements de la confusion sexuelle ne sont pas ce qui permettra de faire avancer les Etats-Unis jusqu'au cœur de ce nouveau siècle.

C'est même le contraire. Nous n'avons pas besoin de confusion. Nous avons besoin de clarté, d'apprécier les frontières de chaque sphère d'action et de pensée. Nous n'avons pas besoin de plus de pleurnichards ou d'excuses pour colorier notre vie nationale.

Fed et BCE, la magie des taux zéro et des taux négatifs

10 juin 2014 | Bill Bonner | http://la-chronique-agora.com/taux-zero-taux-negatifs/

▪ Nous sommes en Normandie avec un groupe d'investisseurs. Ce sont des gens qui investissent pour le long terme et se soucient moins de gagner de l'argent que de ne pas en perdre.

Nous leurs avons fait un discours dont le principe de base était que nous vivons dans un monde si insensé que seul un fou furieux pourrait le comprendre — et seul un benêt s'y fierait.

La semaine dernière, les Européens ont rendu le monde un peu plus fou. Ils sont passés du taux zéro au taux négatif. C'est-à-dire que les taux d'intérêts réels passent de zéro à moins de zéro, grâce à une politique de taux *négatifs*.

Les Etats-Unis sont encore dans un système de taux zéro… officiellement. Officieusement, cependant, les principaux emprunteurs obtiennent leur argent à des taux substantiellement plus bas que l'inflation des prix à la consommation.

Prenez IBM, par exemple. Ses obligations, arrivant à maturité en 2017, ont un rendement de 1,78%. Officiellement, l'IPC américain est de 2% environ. Mais lorsque le MIT a mesuré l'inflation — sans utiliser d'ajustement et de traficotages statistiques –, il est parvenu à un résultat de 3,91%. Cela fait d'IBM un emprunteur à taux négatif, gagnant en fait plus de 2% sur chaque dollar emprunté.

IBM est aussi grand acheteur de ses propres actions. En fait, il est peut-être le plus grand acheteur de ses propres titres. Pour chaque dollar que l'entreprise dépense en véritables investissements — nouvelles machines, nouveaux équipements — elle dépense 8 $ pour racheter ses propres actions.

Cela nous donne une idée.

▪ **Vous voulez gagner beaucoup d'argent ?**

Lancez une entreprise. Empruntez de l'argent. Achetez vos propres titres. Tout le monde le fait, non ?

Mais c'est là que nous innovons : achetez aussi vos propres produits !

Suivez l'exemple des entreprises du net. Inventez un média social si neuf et si révolutionnaire que personne n'en a jamais entendu parler. Levez un milliard de dollars en vendant des obligations au public. Vous n'avez ni crédit ni crédibilité ? Pas de souci. Les compagnies qui ont fait les meilleures performances boursières ces derniers temps sont celles qui ont le *pire* historique de crédit, selon Bloomberg. Ce sont ces "bombes comptables" qui ont le plus bénéficié des taux zéro, des taux négatifs et de l'effondrement du *spread*. Tout le monde veut des rendements élevés. Et personne ne pense que la Fed permettra à ses débiteurs de faire faillite. Il s'ensuite donc qu'une nouvelle entreprise n'ayant pas d'historique, pas de vrai produit, pas de profits, pas de ventes et pas de *business plan* devrait avoir la pire notation possible… et devrait donc obtenir du crédit les doigts dans le nez.

Alors disons que vous devez emprunter à deux fois le taux d'IBM — disons 4%. Avec un taux d'inflation réel de 3,91%, vous obtenez de l'argent pour rien, en gros. Mais il faut quand même rembourser vos dettes. Vous empruntez un milliard de dollars. Vous devez payer 40 millions d'intérêts tous les ans. Mais vous prenez votre milliard et vous l'utilisez pour acheter vos produits (quels qu'ils soient). Votre entreprise montre des ventes d'un milliard de dollars. Vous apportez 40% de cette somme à votre bilan — ce qui vous donne une couverture de dette de 10. Cela fait de vous l'un des créditeurs les plus sains du marché. Ensuite, si vos titres se vendent 20 fois les bénéfices (modeste, pour une techno), la valeur de votre entreprise grimpera de 20 x 400 000 000 $ = huit milliards de dollars !

Vous voyez ? Vous êtes parti de rien. Grâce à la magie des taux zéro et négatifs… avec quelques tours de passe-passe comptables… vous avez désormais une entreprise valant huit milliards de dollars.

Ca semble insensé ? Oui. Mais c'est presque exactement ce que la Fed tente d'encourager. Les entreprises empruntent. Elles utilisent l'argent pour acheter leurs titres. Les valeurs grimpent. Cet "effet richesse" est censé se répercuter vers le public, supposé acheter les produits de l'entreprise. La hausse des ventes produira des profits plus élevés. Les actions vont grimper. Tout le monde sera plus riche.

Le risque, pour l'investisseur de court terme, c'est de manquer cette joyeuse folie. Les prix des actifs grimpent ; il veut faire partie du voyage.

Quant à l'investisseur de long terme, pour lui, le risque arrive quand l'économie reprend ses esprits.

Les investisseurs individuels désertent les marchés boursiers

10 juin 2014 | Philippe Béchade | http://la-chronique-agora.com/investisseurs-individuels/

▪ Nous n'observons plus un "marché complaisant", nous vivons *Alice au Pays des Merveilles* ! Le rendement du 10 ans espagnol (2,57%) est tombé lundi sous celui des T-bonds américains (2,62%). Autrement dit, du BBB- ibérique se paye plus cher que du AAA *made in Etats-Unis*.

Des *junk bonds* d'émetteurs privés (risque de défaut élevé, restructuration imminente) se négocient avec 5% de rendement — c'est-à-dire avec une

rémunération moindre que celle des *subprime* quand leur notation était au zénith… Autrement dit, du B- ou du CCC d'aujourd'hui rapporte moins que du AA d'il y a sept ans, et les rendements amorcent une nouvelle phase de chute libre depuis jeudi dernier.

La BCE semble avoir transformé le plomb en or, et cela se ressent également dans le vocabulaire des investisseurs. Ils n'achètent plus une créance pourrie mais une dette en cours de réhabilitation. De même, on ne parle plus d'une action qui se paye 50 fois les bénéfices… mais d'un titre dont le cours se situe en-deçà de son potentiel d'appréciation à moyen terme (on dit qu'elle a "de l'*upside*" pour faire plus chic).

Une charogne nauséabonde devient un bouquet de senteurs corsées ; un chat mort, ça vaut beaucoup d'argent… si on se donne la peine de l'empailler et de lui mettre collier en strass !

Les investisseurs invités par les médias financiers n'achètent plus des "actions" ou des "dossiers prometteurs" : désormais, ils achètent "du risque".

Ils remettent "du risque" dans leurs portefeuilles (c'est-à-dire dans les OPCVM que vous détenez)… Ils augmentent leur exposition sur les valeurs "à fort beta" (souriez, des PER de 35 vous feront le plus grand bien)… Ils jouent un "écrasement de la volatilité" appelé à se poursuivre inexorablement (plus de levier = plus de gain et plus aucun repli dans un avenir prévisible, cela coule de source).

▪ Indulgences et fausses liquidités

Il y a cinq siècles, ce haut clergé de la finance aurait vendu non pas du risque, mais des "indulgences". Cela consistait à plumer les fidèles crédules en leur faisant croire à l'approche de leur trépas que des dons en espèces à l'Eglise rachetaient leurs péchés.

Aujourd'hui, ils se projettent dans un au-delà de prospérité par la grâce de la protection divine des banques centrales. Elle va leur permettre de traverser les flammes de l'enfer (de la déflation, de la paupérisation générale, de l'écrasement des marges) sans même que cela fasse rougir leurs joues.

Cette confiance qui s'appuie sur l'air du temps — et des tombereaux de fausses liquidités virtuelles — se traduit par une culmination du VIX, le célèbre "indice de la peur et de l'avidité", à 92 (sur une échelle de 100) contre 78 à la veille de la conférence de la BCE jeudi dernier.

Un score supérieur à 92 n'a été observé qu'à deux reprises depuis le début du 21ème siècle: en octobre 2007 puis en mars 2012. L'indice de l'avidité avait alors culminé à 94, égalant le précédent record de mai… 1987.

Lors de ces trois culminations historiques, la participation du grand public était massive ; les records s'appuyaient sur des flux d'investissement colossaux de la part des particuliers.

▪ **Aujourd'hui, il n'y a plus personne…**
La cathédrale de la finance est déserte (à part une poignée d'archevêques regroupés devant l'autel de la Fed) et ce n'est pas une image.

Le marché se résume à l'intervention de quelques centaines d'acheteurs : de richissimes *family offices*, des fonds souverains, des banques d'investissement équipées de super-robots. Ils jouent tous la même partition avec les banques centrales à la baguette — ou plutôt à la manette de l'imprimante à billets.

Il n'y a plus de contrepartie solvable : les *big players* sont condamnés à se revendre entre eux des milliers de milliards d'actifs gonflés à l'hélium, dans le cadre d'une fuite en avant où aucune correction ne peut être tolérée.

Tous les initiés savent que l'effet richesse ne fonctionne pas et que les fausses liquidités ne se diffusent pas dans l'économie réelle — mais débouchent sur une hyperinflation des actions et des dettes souveraines.

Une statistique en dit plus long qu'une savante démonstration : la part des actifs financiers détenus par des investisseurs particuliers aux Etats-Unis (en direct ou au travers d'OPCVM ou de fonds de retraite) est tombée à 37%, au plus bas depuis le milieu des années 70. Les quelques milliers de riches et ultra-riches de la planète possèdent plus de 63% du stock et ont poussé les valorisations vers des niveaux stratosphériques : qui souhaite les en soulager à ce prix ?

J'entends de nombreux stratèges affirmer qu'à force de voir les cours ne plus jamais rebaisser, les épargnants non-avertis finiront par venir miser leurs économies dans ce casino de l'absurde "où l'on gagne à tous les coups"… ce qui signera la fin de la hausse.

Comme d'habitude.

Ils ont raison : combien de fois avons-nous vu le prix des Picasso, des

Modigliani, des sculptures de Giacometti se mettre à chuter lorsque les retraités de l'éducation nationale ou les infirmiers de l'assistance publique sont venus en masse faire exploser les enchères chez Christie's ou Sotheby's !

« Des surprises inattendues ! »

Charles Sannat 10 juin 2014 http://www.lecontrarien.com/

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Vous savez à quel point j'aime me moquer de la dialectique de ceux qui nous dirigent et qui, à travers les mots et leur utilisation, cherchent à diriger nos pensées.

Si les mots ont un sens, il n'en demeure pas moins assez facile de déjouer les pièges sémantiques pour peu que l'on fasse attention.

Les crises, quelles qu'elles soient, sont toujours « imprévues », elles ne sont jamais « la faute » à quelqu'un mais toujours « la faute » à pas de chance. On ne pouvait pas savoir, c'était imprévisible, on ne pouvait pas imaginer que etc.

Une crise immobilière en 1990 ? La faute à la première guerre du Golfe. Une crise boursière majeure en 2001 ? La faute aux attentats du 11 septembre ! Une crise économique dévastatrice en 2007 ? La faute aux subprimes américains, j'vous jure on pouvait pas prévoir… Impossible d'imaginer qu'une spéculation bancaire poussée à outrance pendant 10 ans puisse un jour poser des problèmes…

La future faillite des États occidentaux totalement surendettés ? Rassurez-vous, ce sera là encore la faute à quelque chose, que ce soit la « guerre en Ukraine », le très vilain Poutine ou encore la chute d'un astéroïde sur Wall Street… mais comme à chaque fois, on vous expliquera le plus gros des mensonges, à savoir que le propre d'une bulle est de révéler son existence qu'une fois qu'elle a éclaté ! J'en rigole encore. Nous avons tout plein de bulles, boursières ou obligataires, et je peux vous assurer qu'elles sont bien là. Je peux même vous garantir qu'elles éclateront ! Je ne sais juste pas quand exactement. Ce jour-là, on vous dira… c'est la crise (une nouvelle) et on ne pouvait pas s'y attendre, c'est pas ma faute ma brave ménagère au chômage.

Vous remarquerez aussi que chaque crise est « nouvelle ». Aucune continuité. Non. Alors qu'évidemment, tous ces événements sont liés et depuis des

décennies et s'enchaînent finalement de façon assez prévisible en dehors de l'agenda qu'aucun analyste ne peut maîtriser.

Alors que je faisais ce matin le point sur les « zactualités », quelle ne fut pas (encore une fois) ma surprise que de lire la surprise des autres ! Et aujourd'hui, ils ont été sacrément surpris.

Par exemple voir des pays européens en récession, c'est vraiment surprenant et inattendu.
Par exemple voir le « moral » de tel ou tel agent économique en berne, c'est vraiment surprenant et inattendu !

D'ailleurs vous pourrez être surpris en lisant dans l'édition du Contrarien du jour qu'en Espagne les choses ne vont pas mieux sauf peut-être dans le secteur automobile, surtout lorsque le gouvernement espagnol qui n'a pas la queue d'un rond fait des primes à la casse de 2000 euros… Vous serez surpris aussi par l'avis très négatif de S&P sur l'Italie qui aurait beaucoup de dettes… (à lire aussi dans le Contrarien du jour).

Alors vraiment, c'est la journée des surprises. Je ne pouvais pas toutes vous les mettre dans cet édito! Mais je vous en ai sélectionné deux bien croustillantes!

Portugal : le PIB recule de 0,6 % au premier trimestre

Voilà ce que dit l'AFP (Agence France Presque, comme la surnomment certains de nos camarades lecteurs à l'esprit chagrin et qui trouvent manifestement qu'il y a quelques « approximations ») :

« Le recul de 0,6 % du PIB, expliqué par une baisse des exportations, confirme la rechute surprise de l'économie portugaise après la reprise entamée au printemps 2013. »

Mais quelle tristesse mes chers amis le Portugal dont la même Agence (et toutes les autres soyons justes avec notre AFP nationale) vantait la reprise jusqu'à la veille des élections européennes et qui une fois les élections passées (mais il n'y a aucun lien évidemment) découvre avec « surprise » que non seulement le Portugal n'est pas en croissance mais qu'en plus l'économie, « contre toute attente », est en récession.

Pendant ce temps, et grâce à l'AFP, je suis passé pour un imbécile lors des dîners en famille… « Mais Charles, arrête avec ton pessimisme, regarde, j'ai

entendu à la télé que ça allait beaucoup mieux en Espagne, en Grèce et au Portugal. » Ils sont même « sortis d'affaire » !

Comment voulez-vous que cela puisse aller mieux au Portugal et ailleurs alors que l'on continue à baisser les salaires des pauvres Portugais pour qu'ils retrouvent de la « compétitivité ». Alors le PIB baisse, bonne blague. Lorsque le Portugais vaudra un Chinois, je peux vous assurer qu'il sera très compétitif. Bon, le PIB aura baissé de 70 % mais il sera compétitif. Le même raisonnement est valable pour les Espagnols, les Grecs, les Français ou les Allemands. Tous à 400 euros/mois sans assurance retraite, chômage, et maladie… et là, vous verrez ce que vous verrez !

En attendant, la triste réalité est que les autorités, avec l'aide bienveillante des agences de notations dont les dépêches sont reprises en boucle par les différents médias sans la moindre modification, on « pilote » le sentiment des gens et on les mènent par le bout du nez à croire que tout va de mieux en mieux ce qui est faux.

Baisse inattendue du sentiment des investisseurs en zone euro

Pour l'Agence de presse Reuters, « l'indice Sentix du sentiment des investisseurs a, contre toute attente, reculé en juin, les acteurs du marché n'ayant pas été enthousiasmés par les mesures de soutien à la croissance annoncées jeudi par la Banque centrale européenne (BCE) ».

L'Agence de presse souligne même que ce recul du « sentiment » des investisseurs est d'autant plus « remarquable » que la BCE a annoncé la semaine dernière tout plein de mesures pour lutter contre la déflation, alors comment se fait-il qu'ils n'aient pas le moral bon sang !

Là encore, c'est inattendu, surprenant, bref, c'est la surprise.

Pourtant, après 7 années de crise, avec un chômage de masse et des défis multiples auxquels font face nos économies, il n'y a aucune raison objective pour être optimiste.

Néanmoins, regarder la réalité dans les yeux est nettement moins confortable que de faire l'autruche, encore un peu. Le réveil sera brutal pour tous ceux qui auront préféré croire aux belles histoires.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain… si vous le voulez bien !!

S&P confirme les perspectives économiques négatives de l'Italie malgré les « intentions encourageantes » de son gouvernement

ROME, 6 juin – L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a confirmé vendredi la note BBB pour l'Italie, ajoutant que les perspectives économiques du pays demeurent négatives, malgré les « intentions encourageantes » du gouvernement actuel.

L'agence de notation américaine, qui a abaissé la note de solvabilité de l'Italie à trois reprises depuis mai 2011, a affirmé dans un communiqué que les prévisions sur la croissance du pays restent « faibles en termes réels et nominaux »

« Les perspectives de croissance modestes en Italie reflètent le progrès incertain des réformes menées par ses trois gouvernements précédents », a expliqué S&P.

L'énorme dette publique du pays, qui s'établit aux alentours de 133 % du produit intérieur brut (PIB), ainsi que le resserrement du crédit pour les entreprises, contraignent la hausse de la note italienne, a-t-elle ajouté.

À propos du cabinet dirigé par le Premier ministre Matteo Renzi, qui a élaboré un plan de réformes structurelles pour encourager la reprise économique nationale, S&P a mis l'accent sur « d'importants progrès enregistrés dans les réformes budgétaires et structurelles ».

Cependant, en dépit des « intentions encourageantes », S&P a fait savoir qu'il était « encore trop tôt pour savoir quelle portion des programmes sera mise en œuvre et en combien de temps ».

L'Italie s'est remise d'une importante récession à la fin 2013, mais les récentes indications ont démontré une stagnation substantielle, au cours de laquelle les exportations demeurent un élément d'appui important à l'activité économique du pays.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Prochainement, ce sera « game over » pour l'Italie. Soit Renzi baisse les impôts et de toutes les façons l'activité ne reprendra que très mollement et les

déficits explosent et donc la dette aussi, soit Renzi poursuit la politique d'austérité et les rentrées fiscales s'effondrent avec l'effondrement de la croissance. Du coup, là encore, les déficits explosent et les dettes aussi.

Il n'y a aucune solution facile et indolore. Il va falloir passer à la caisse et cela fera très mal.

La solution la plus logique est d'effacer les dettes… et l'épargne dans un grand « reset » dont parle Christine Lagarde comme étant une évidence. Le pire c'est qu'économiquement parlant elle a raison. C'est une évidence. Surtout si l'on veut garder l'euro… le problème c'est qu'une fois ***le grand reset*** effectué, les problèmes de l'euro seront toujours là.

Charles SANNAT

Le gouvernement espagnol renouvelle l'aide financière au secteur automobile

MADRID, 6 juin – Le gouvernement espagnol a prolongé le plan PIVE qui accorde une aide financière au secteur automobile du pays, a annoncé vendredi la vice-Première ministre Soraya Saenz de Santamaria.

La haute responsable a fait cette annonce lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion ministérielle. Elle a indiqué aux journalistes que le plan PIVE 6 serait doté d'un budget de 175 millions d'euros (238 millions de dollars).

Elle a expliqué que les cinq précédents plan PIVE avaient permis de renouveler 540 000 voitures dans le parc automobile espagnol, l'un des plus vieillissants d'Europe, où près de 42 % des voitures ont plus de dix ans.

Le plan PIVE offre aux acheteurs potentiels une prime de 2 000 euros pour acheter une voiture neuve et plus écologique, tandis que le plan PIMA Aire, qui a également été prolongé vendredi avec un budget de 10 millions d'euros, vise à stimuler les ventes de motos, de cyclomoteurs, de bicyclettes électriques et de fourgonnettes.

Le gouvernement a également annoncé qu'il allait mettre en oeuvre le plan PIMA Transport qui vise à renouveler la flotte des poids lourds espagnols. Le plan dispose d'un budget de 405 millions d'euros.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Vous devez donc savoir que lorsque l'on vous annonce que le marché automobile va beaucoup mieux en Espagne (youpi tralala c'est la fin de la crise et tout le tintouin), la réalité est nettement moins positive puisque pour tout achat de véhicule neuf vous encaissez 2 000 euros de prime auxquels viennent s'ajouter les remises (de plus en plus grandes) des constructeurs…

En gros, là encore, il s'agit d'une reprise « sous perfusion » avec de l'argent public que l'Espagne (comme tous les autres) n'a pas.

Avant, c'était l'Italie qui proposait une prime. Puis encore avant la France. L'année prochaine ce sera sans doute l'Allemagne ou encore quelques autres pays européens, puisque pour soutenir le marché automobile et donc les constructeurs, il y a toujours un marché qui est aidé !

Il y a donc une rotation savamment organisée des « primes ».

Accessoirement, il n'y a aucune reprise en Europe et une augmentation de plus en plus importante des déficits et des dettes.

Mais tout va très bien.

Charles SANNAT

La Russie coopérera avec la Chine sans préjudice pour l'UE (sénatrice)

La Russie développera ses relations avec la Chine et les États d'Asie-Pacifique sans préjudice pour ses liens avec les pays européens, a déclaré samedi la présidente du Conseil de la Fédération (sénat russe) Valentina Matvienko sur la chaîne de télévision TV Centre.

« Nous n'envisageons en aucune façon de développer notre coopération avec l'Asie-Pacifique et notre partenariat stratégique avec la Chine au détriment de nos relations avec l'Europe. Nous avons des intérêts à l'est comme à l'ouest et nous souhaitons développer des relations multivectorielles et mutuellement avantageuses dans toutes les régions », a déclaré Mme Matvienko.

Elle a souligné que l'attention accrue pour la région Asie-Pacifique résultait de la stratégie définie par le chef de l'État russe en 2012 lors du sommet de l'APEC à Vladivostok.

Le 21 mai dernier, le groupe public russe Gazprom et la société chinoise CNPC ont signé un méga-contrat pour 400 milliards de dollars, prévoyant la

livraison de 38 milliards de mètres cubes de gaz à la Chine. Ce projet encouragera l'élargissement des infrastructures russes de transport de gaz et stimulera le développement des régions orientales du pays.
Les investissements de Gazprom dans le projet sont évalués à 55 milliards de dollars.

Agence de Presse RIA Novosti

Analyse & décryptage

Là encore, le message russe est clair et sans ambiguïté.

La Russie a suffisamment de gaz pour tous ses clients mais ne souhaite plus être dépendante de son client européen. Logique.

En revanche, si nous poursuivons nos provocations, et la Russie étant moins dépendante de ses clients d'Europe de l'Ouest, nos amis russes seraient en capacité de réduire leurs exportations énergétiques vers l'Europe sans que cela n'ait de conséquences pour leurs rentrées financières.

En clair, l'Europe, comme d'habitude, sera le dindon de la farce des relations exécrables entre les USA et la Russie.

C'est la raison pour laquelle nous devons revenir à une politique beaucoup plus conforme à nos propres intérêts stratégiques.

Charles SANNAT

Ukraine/gaz : Moscou peut réduire ses livraisons en Europe

DEAUVILLE, 6 juin – RIA Novosti

La Russie peut réduire le volume de gaz qu'elle fournit à l'Europe si cette dernière alimente l'Ukraine en flux inversés, a déclaré vendredi à Deauville le président russe Vladimir Poutine, en visite de travail en France.

« Il y a de grands risques. Si un pays souhaite régler les problèmes de l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine en lui fournissant du gaz en flux inversés, il a tort pour deux raisons. Premièrement, si nous voyons que nos contrats gaziers ne sont pas respectés, nous réduirons nos livraisons et il n'y aura pas assez de gaz sur le marché européen, le deuxième problème est celui des non-paiements », a indiqué M.Poutine.

M. Poutine est arrivé jeudi en France pour assister aux festivités consacrées

au 70e anniversaire du débarquement allié en Normandie. Il a eu des rencontres avec le président élu ukrainien Piotr Porochenko, les présidents américain et français, Barack Obama et François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique David Cameron en marge des cérémonies.

Agence de Presse RIA Novosti

Analyse & décryptage

La Russie prévient donc officiellement l'Europe que si elle vend en douce du gaz russe à l'Ukraine qui ne paierait pas son gaz à la Russie, la Russie n'hésitera pas à lui couper le robinet en tout cas en partie à l'Europe.

C'est tout de même assez logique.

On va donc vous présenter encore les Russes comme les grands méchants loups très, très vilains, alors que nous faisons à peu près tout ce que nous pouvons pour les provoquer.

Ne soyons pas dupes de ce qui se passe. Ré-informer le maximum de gens dans notre entourage est très important. Sans soutien populaire, nos dirigeants sont marginalisés et leur politique n'a plus aucune légitimité.

Charles SANNAT

Jean-François sur BFM Business vous parle de l'argent métal

Retrouvez en vidéo Jean-François Faure, le président fondateur d'AuCOFFRE.com, parlant de l'argent métal comme placement alternatif à l'or en conservant l'aspect valeur tangible d'une part mais également les avantages de l'argent comme métal industriel dont les ressources sont en train de se raréfier.

Charles SANNAT



https://www.youtube.com/watch?v=jGiA4GDl7fk (français, 7 minutes)

La Russie fait des infidélités gazières à l'Europe… avec la Chine

10 juin 2014 | Cécile Chevré | http://quotidienne-agora.fr/2014/06/10/gaz-russie-europe-chine/

Jeudi dernier, nous avons vu que l'augmentation des besoins asiatiques en gaz naturel pourrait faire les affaires de la Russie, et tout particulièrement de son géant gazier Gazprom, qui sont en froid avec leur principal client, l'Union européenne. Depuis le conflit autour de la Crimée et de l'Ukraine, les Européens semblent en effet plus décidés que jamais à alléger progressivement leur dépendance aux importations de gaz russe, qui représentent 25% de leur consommation.

Sans vouloir créer des liens de cause à effet qui n'existent peut-être pas, je note cependant que l'Allemagne vient d'autoriser la fracturation hydraulique sur une très grande partie de son territoire. Une autorisation qui ouvre la voie à l'exploitation des réserves de gaz de schiste.

Reste à estimer le potentiel du sous-sol allemand en la matière. Selon les chiffres du département américain de l'Energie, cité par *Le Figaro*, celles-ci se monteraient à 476 milliards de mètres cubes, ce qui représente six ans de consommation allemande. *Le Figaro* en profite pour glisser l'information suivante : les réserves allemandes ne représentent qu'environ un huitième des réserves françaises… A bon entendeur !

Des chiffres que je prends tout de même avec des pincettes car le département de l'Energie vient de faire la une en révisant à la baisse — et de 96% !!! — les réserves exploitables de pétrole de schiste de ce qui était jusqu'à lors considéré comme le principal champ américain, celui de Monterey en Californie.

Bref, évitons tout emballement. Cependant, et c'est ce qui nous intéresse aujourd'hui, la décision allemande s'inscrit manifestement dans deux tendances fortes : celle de la montée de la consommation de gaz et le nouveau battage des cartes dans ce secteur que nous avons commencé à évoquer la semaine dernière.

La Japon se tourne vers la Russie

Je vous disais que face à l'envolée de sa facture énergétique, et alors que certaines de ses centrales nucléaires ne devraient pas entrer à nouveau en activité, le Japon se trouve dans une position délicate. L'Archipel exploite toutes les voies qui s'offrent à lui pour s'assurer des approvisionnements gaziers réguliers… et de préférence à un tarif concurrentiel. Et se tourne vers la Russie…

Un groupe de 33 députés japonais a en effet remis sur le tapis un projet concernant la construction d'un gazoduc entre l'île de Sakhaline (russe) et la préfecture japonaise d'Irabaki, soit 1 350 km de tuyaux. Ce projet vieux de 10 ans, et dont la construction est estimée à 6 milliards de dollars, pourrait fournir au Japon l'équivalent de 17% de sa consommation annuelle de gaz.

L'axe Moscou-Pékin

Le Japon n'est pas le seul à lorgner du côté de la Russie. La Chine est aussi sur les rangs. Les deux pays viennent de signer ce que l'on peut appeler sans exagération un méga-contrat, de 400 milliards de dollars sur 30 ans. Ce contrat, qui était en négociation depuis 10 ans (!!!), met en jeu les deux géants énergétiques nationaux que sont Gazprom et China National Petroleum Corp. (CNPC) qui seraient (au conditionnel, nous y reviendrons) parvenus à se mettre d'accord sur un prix de 350 $ le millier de mètres cubes de gaz.

L'affaire semble en or pour Gazprom qui peut envisager sereinement la perte d'un peu de chiffre d'affaires avec l'Union européenne si celle-ci parvient à diversifier un peu plus ses approvisionnements en gaz.

D'ailleurs, une petite phrase de M. Medvedev lors d'un entretien accordé à *Bloomberg* le mois dernier confirmait la stratégique russe : "Si l'on envisage le pire, de manière purement théorique le gaz qui ne serait pas livré en Europe peut être envoyé (…) en Chine".

L'affaire est donc claire : la Russie veut créer un nouvel axe gazier avec l'Asie.

Et nombre de commentateurs ont salué le succès majeur que représentait le contrat signé avec la Chine pour Poutine.

Le contrat du siècle ?

Mais est-ce vraiment si simple que cela ? Et Gazprom peut-il se targuer d’avoir mené la négociation du siècle ? Pas si sûr…

Et tout d’abord parce que la Russie ne va pas se lancer dès demain — ni après-demain — dans les livraisons. Au préalable, il faudra construire un nouveau gazoduc reliant la Russie à la Chine, un projet estimé à au moins 22 milliards de dollars.

Problème supplémentaire, les deux pays ne sont pas d’accord sur la forme que doit prendre ce fameux gazoduc. Moscou veut un gazoduc unique que la Chine partagerait avec la Corée du Nord et le Japon. Pékin souhaite quant à lui bénéficier de son propre gazoduc et soutient la construction d’un double gazoduc.

Et puis il y a la question du prix. Les médias russes avancent le chiffre de 350 $ le millier de mètres cubes, sans que ce chiffre ait été confirmé du côté chinois. A titre de comparaison, en moyenne, le tarif appliqué par Gazprom à ses clients européens en 2013 était de 370 $ le millier de mètres cubes.

Pékin avait plusieurs atouts dans sa poche pour faire baisser les prix. Et tout d’abord, l’envie de Poutine de mettre enfin un terme à des négociations qui achoppaient depuis une décennie sur une histoire de prix. Difficile donc de croire que Pékin n’a pas obtenu un important rabais sur le prix de gaz.

Mais surtout, ce qui devrait faire réfléchir la Russie avant de crier victoire, c’est le côté manifestement infidèle de la Chine. Si Gazprom pense avoir signé un contrat exclusif avec Pékin, il devrait rapidement déchanter.

Premièrement parce que, pour le moment, la Chine n’a pas réellement besoin du gaz russe, et ce même si sa consommation de gaz naturel ne cesse de progresser. Celle-ci est en effet passée de 24,5 milliards de mètres cubes en 2000, à 130 milliards en 2011 puis à 170 milliards en 2013. Et la marge de progression est très importante. Si le gaz ne représente aujourd’hui autour des 6% de la consommation nationale énergétique, Pékin s’est fixé comme objectif de faire monter cette proportion à 10% en 2020 et même à 30% en 2030.

Conclusion, la demande devrait atteindre les 230 milliards de mètres cubes en 2015 et 380 milliards en 2030.

Face à l’explosion de la demande, le gouvernement chinois n’est pas resté les bras croisés. Vous savez à quel point le pays est soucieux de ses

approvisionnements en matières premières et une *commodity* aussi stratégique que le gaz ne pouvait échapper à l'oeil de Pékin.

Dans une prochaine *Quotidienne*, nous nous intéresserons aux différents axes de la stratégie chinoise pour s'assurer des approvisionnements en gaz ainsi que les moyens pour vous d'investir sur l'explosion de la demande asiatique.

Russie: Les intérêts financiers et surtout énergétiques semblent dépasser les enjeux politiques

***Fabrice Drouin Ristori Fondateur/Dirigeant Goldbroker.com* Publié le 30 mai 2014**

Un nouveau signe du peu d'efficacité des sanctions contre la Russie et de la prise de distance, cette fois-ci des grandes multinationales, avec les décisions politiques de la Maison-Blanche : Exxon et BP confirment leur partenariat avec la Russie.

Nous parlons ici de deux des plus grandes compagnies pétrolières qui s'opposent donc aux sanctions que Washington souhaite imposer à la Russie.

Le géant français Total a également signé un accord avec Lukoil, la deuxième plus importante société pétrolière russe.

Les intérêts financiers et surtout énergétiques semblent dépasser les enjeux politiques. La Russie ne peut plus être ignorée comme puissance énergétique, malgré les tentatives de déstabilisation.

Dans ces conditions, il est important d'observer quelles seront les monnaies utilisées dans le règlement de ces contrats et échanges énergétiques, car cela remettra directement en cause l'hégémonie du dollar et, donc, le système monétaire international actuel basé sur une monnaie fiduciaire, par définition non convertible en actifs tangibles.

On peut ajouter à ces partenariats le récent accord entre la Chine et la Russie sur un échange de gaz représentant une valeur totale de 400 milliards de dollars. La valeur totale a été exprimée dans la presse en dollars, mais la monnaie de règlement de ce partenariat gigantesque n'a pas encore été précisée officiellement. Or, la défiance de la Russie et de la Chine quant à l'utilisation du dollar est manifeste depuis plusieurs mois. On peut donc très fortement douter de l'utilisation du dollar en règlement de cet échange énergétique colossal.

La Chine souhaite d'ailleurs plus d'influence dans la détermination du cours de l'or via le Shanghai Gold Exchange.

La puissance énergétique russe (qui peut donc compter sur l'appui de la Chine et l'Iran) ne peut être remise en cause et c'est la Russie (avec ses partenaires non occidentaux) qui dictera dans quelle monnaie le règlement de ces échanges énergétiques se fera. La masse critique - que réprésente une alliance Russie-Chine-Iran (et BRICS) - semble atteinte, et rien ne semble désormais pouvoir empêcher l'avènement d'un monde multipolaire sous forte influence de l'Est, avec des conséquences sur le système monétaire international.

Si le dollar n'est donc pas utilisé dans le règlement de ces contrats énergétiques, et de toute évidence il ne le sera pas, le dollar, monnaie de réserve internationale, risque de perdre de sa valeur rapidement sur les marchés des devises.

Or, suite à un effondrement ou un mouvement de défiance global envers le dollar, tous les détenteurs de dollars chercheront rapidement une monnaie ou un actif qui garantira réellement le rôle qu'est censé remplir une monnaie de réserve internationale : sa capacité à garder de la valeur.

En analysant la quantité d'or physique importée tous les mois par la Chine et la Russie (mais aussi par les BRICS), on peut facilement se faire une idée de l'actif qui pourrait jouer ce rôle et de qui souhaite son retour dans le système monétaire international. Certains parlent de l'utilisation des SDR (Special Drawing Rights) comme base du futur système monétaire, mais cela reste une monnaie virtuelle et me semble inconciliable avec le fait que la Chine, et surtout la Russie, ne veulent plus tolérer l'hégémonie occidentale à travers le FMI.

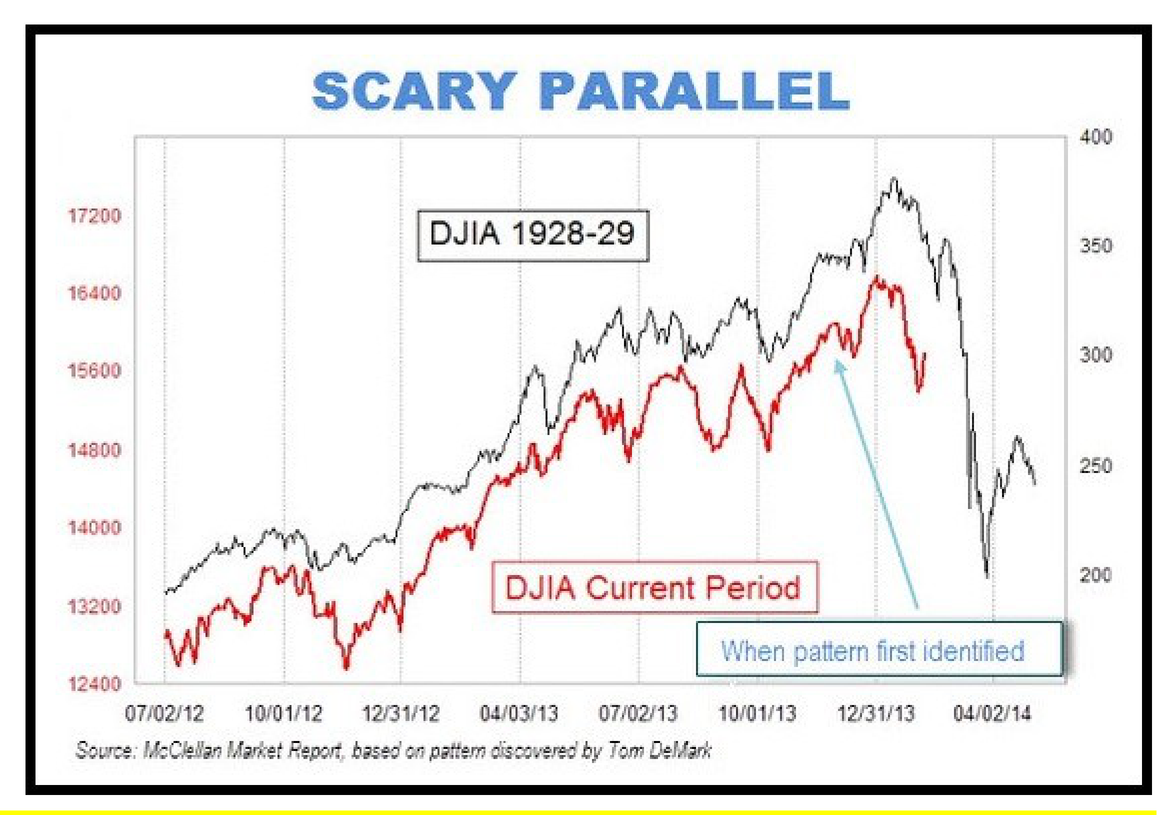
Pour le moment, le cours de l'or « papier » est toujours en retrait et même sous pression sous les 1300 dollars l'once. Le nombre d' « interventions » sur les cours est d'ailleurs de plus en plus flagrant, à croire qu'il devient urgent pour certaines grandes banques détentrices de contrats dérivés sur l'or et l'argent de couvrir rapidement leurs positions, dans un contexte de fin du London fix (lire mon analyse sur la fin du London Gold Fix et ses implications potentielles sur les dérivés).

Terminons avec deux parallèles graphiques :

1) La correction du cours de l'or qui a eu lieu juste avant la forte hausse de la fin des années '70. Le cours avait corrigé de -48% avant de connaître une hausse parabolique.



2) Parallèle graphique avec l'effondrement des marchés financiers en 1929.



L'alignement de nombreux événements géopolitiques et financiers nous obligeant à reconsidérer le système monétaire international se confirme.

SOURCE : https://www.goldbroker.com/fr/actualites/russie-interets-financiers-energetiques-semblent-depasser-enjeux-politiques-507

La question qui tue...

Patrick Reymond 10 juin 2014

On voit que le journalisme donne une vraie preuve d'investigation, dans, comme disait le regretté De Gaulle, "l'immonde".

" Faut-il acheter un téléviseur ultra haute définition pour voir le Mondial de foot ?"

Moi aussi, j'ai aimé les montres, puis j'ai eu douze ans.

Moi aussi j'ai aimé le foot, puis j'ai eu treize ans. A seize j'insultais les supporters (nombreux), surtout à Saint Etienne en 1976.

Visiblement, certains, n'atteignent pas la maturité, et ne l'atteignent jamais. Rien de plus pénible, insupportable et vomitif que les gens, quelque soit leur hobby, ne parlent et ne pensent qu'à ça.

Objectivement, ça relève de la psychiatrie. "Les enfants sont des enfants, ils s'occupent d'enfantillages". C'était l'appréciation de Bismarck sur Guillaume II.

Toujours est il que ce "loisir vulgaire", dont on voulait faire l'opium du peuple, et qui l'était largement, une vraie religion, devient un révulsif. Au Brésil, terre où il était roi, il provoque maintenant des émeutes, et l'intervention de la police anti-émeute. Et, désormais, il n'y a même plus de bénéfices économiques à en attendre. Cela devient de coûteuses valseuses.

Le débat économique et politique (l'économie est la science du choix, et tout choix est politique) ? Envolé !

En France, à l'UMP, il devient, d'ailleurs ubuesque :

- le président et le PS en place sont foutus,

- c'est donc l'UMP qui sera chargé de "***faire barrage***" au FN,

- qui emporte l'UMP, emporte donc la présidentiel. C'est automatique.

En réalité, l'usure de la guignolerie, et l'usure de la classe politique vont de pair. Le seul argument, c'est de "faire barrage".

Parce que c'est obliqé que ça marche. Pensent ils. C'est sans doute possible, s'il reste des éléments de conservatisme encore assez nombreux. Mais, comme c'est dans trois ans, la machine peut être aussi très usées.

Mais comme le logiciel de fonctionnement de l'UMP et du PS sont identiques, il y a gros à parier que l'impopularité d'une UMP remis au pouvoir serait aussi, très vite, au maximum.

L'alternance actuelle, c'est comme le choc de la réanimation cardiaque : ça fonctionne, de moins en moins, à chaque nouveau choc.

Jusqu'au jour, où l'effondrement économique provoquera un vrai changement de pouvoir, type 1917.

Une petite blague pour la route : Monsieur Untel, qui vient de mourir, arrive au paradis, et il voit plein d'horloges. Il demande à Saint Pierre, ce qu'elles sont, et celui-ci lui répond : ce sont les horloges du mensonge, plus vous mentez, plus elles avancent.

Regardez celle de Mère Thérésa, elle est toujours à zéro heure, elle n'a jamais menti.

Celle-là, qui avance très vite, c'est celle de DSK,

Quand aux deux au plafond, qui nous servent de ventilateurs, ce sont celles de Hollande et de Sarkozy. Comme parfois ils leur arrivent brièvement de ralentir, on se demande si elles ne sont pas tombées en panne...

Chéri, j'ai rétréci les taux d'intérêt !

Posté le 9 juin 2014 ***par Bcolmant***

En réaction aux nombreuses interventions suivant ma note de ce matin, il est évident qu'assimiler des taux d'intérêt négatifs à un retour dans le temps relève de la parabole.

Suivant la logique d'Aristote ou de Saint-Augustin, le temps est linéaire et en mouvement. Il ne peut donc pas être négatif.

Un taux d'intérêt négatif n'est qu'une convention financière associée à la mesure d'un intervalle de temps. *Rien n'existe, rien de dure*, écrivait Mauriac.

De surcroît, un taux d'intérêt sans risque négatif l'assimile à une prime payée pour éliminer le risque de validité conventionnelle de la monnaie.

Dans cette situation, la prime de risque s'éclate en une prime de risque existentielle portant sur la convention monétaire elle-même et une autre prime de risque associée, entre autres, au risque du débiteur. Au reste, ainsi qu'un fidèle lecteur du blog l'a remarqué, un monde sans risque est une abstraction, puisque la monnaie elle-même est une convention d'adhésion collective qui ne repose sur rien d'autre que des attributs de confiance et une stabilité de l'ordre socio-politique.

Mais, prenons un autre angle de vue : Cette histoire de taux d'intérêt négatifs continue à m'interpeller.

Tout d'abord, je reste stupéfait par la banalisation de cette décision qui aurait été inimaginable si les devises nationales avaient subsisté plutôt que d'être diluées dans l'euro.

Face à la gigantesque crise économique, bancaire et souveraine, les différents Etats européens auraient immédiatement monétisé leur dette, c'est-à-dire fait tourner la planche à billets plutôt que de mettre en œuvre une politique déflationniste, telle que celle qui nous est imposée par la BCE.

Et puis, des taux d'intérêt négatifs sont la preuve flagrante que nous sommes

rentrés en déflation avec une monnaie trop forte. Je reste songeur lorsque je pense que l'euro fut lancé en fanfare politique, il y a 15 ans, avant de devoir s'appliquer à lui-même des taux d'intérêt négatifs.

LE CAPITALISME SUR UN FIL

10 juin 2014 *par* François Leclerc |

Un système financier présentant une apparence florissante peut-il longtemps coexister avec une économie en panne de relais de croissance ? Un tel paradoxe est-il longtemps tenable ? Poser cette question, c'est s'interroger sur sa capacité à relancer la machine alors que de puissants facteurs de déséquilibre en font douter.

Six ans et plus de labeur acharné, de conciliabules et de mesures annoncées par une multitude d'organismes, de lois et de réglementations dont la complexité n'a rien à envier à la matière qu'elles cherchent à régenter, de calendriers d'application à rallonges et de dispositions souvent émoussées, tout cela pour en arriver là ! Une nouvelle crise est inévitable est-il reconnu par ceux qui finiraient par le revendiquer, et rien ne dit qu'elle pourra être maîtrisée !

Sous réserve d'inventaire plus poussé, six facteurs de déséquilibre n'ont pas été réglés :

1. Le *risque systémique* n'est en rien maîtrisé. En raison d'expositions enchevêtrées, les grands acteurs du système financier continuent d'être vulnérables à la défaillance de l'un d'entre eux. Ce risque est devenu consubstantiel au système financier, et la seule décision réglementaire qui a pu être adoptée – curative et non préventive – a consisté à exiger de ces grands établissements qu'ils tiennent à disposition un mode d'emploi destiné à en faciliter le démantèlement (*living will*).

2. Si le système financier est globalisé, il reste par contre fragmenté dès lors qu'il s'agit de sa réglementation et de ses normes (y compris comptables). Ce qui a pour incidence de fausser les analyses reposant sur des comparaisons et, rajoutant à la complexité de son fonctionnement et de ses instruments, de fournir des opportunités où se glisser afin d'échapper aux contraintes réglementaires. La dénonciation des avantages concurrentiels dont *les autres* bénéficient est le même sempiternel argument permettant d'obtenir des

aménagements réglementaires dans un monde qui a fait de la compétition son credo tout en passant son temps à la biaiser.

3. Le système est traditionnellement divisé entre secteur régulé (imparfaitement) et non-régulé – le *shadow banking* – mais la frontière qui les sépare est totalement poreuse. Voir clair dans les deux supposerait de réglementer (et proscrire lorsque nécessaire) les produits financiers et non pas de s'en tenir aux structures. Un pas qui n'est que très modestement franchi. Circonstance aggravante, tant que les paradis fiscaux où les hedge funds trouvent refuge subsisteront, des trous noirs subsisteront également, sachant que le principal d'entre eux est la City de Londres.

4. Qu'il soit public ou privé, le désendettement rencontre des obstacles qui en font une opération de longue haleine générant une crise sociale et politique qui s'approfondit, sans garantie de résultat. Il s'avère que les États sont globalement trop endettés et que de son côté le système financier ne s'en remet pas. Mais envisager une opération de réduction globale ordonnée de la dette ayant comme conséquence de réduire la taille d'un système déséquilibré car devenu hydrocéphale, cela ne se fera pas à froid et le condamne en attendant à poursuivre ses acrobaties.

5. Au titre de ces dernières (acrobaties), la titrisation figure en bonne place. Le rôle qui lui est imparti est de développer le crédit – indispensable à la relance de l'économie dans un contexte d'austérité salariale – en relançant la machine à produire de la dette sans accroître l'effet de levier. Plus précoce aux États-Unis, son retour tarde à se concrétiser en Europe, où la BCE et la Banque d'Angleterre tentent de l'impulser. Car c'est un fusil à deux coups, destiné à relancer l'activité économique et à consolider des bilans bancaires qui continuent d'en avoir bien besoin en raison de taux de défaut dans le remboursement des crédits à la hausse. Le spectre des *subprimes* aidant, un cadre rassurant est recherché afin d'attirer les investisseurs, les banques centrales étant toutes trouvées pour accueillir en fin de parcours les titres émis par les banques et en assumer le risque… Ne l'ont-elles pas fait pour la dette souveraine des pays attaqués ? C'est toutefois recommencer à jouer avec des allumettes.

6. Ayant assumé, et au-delà, leur rôle de prêteur en dernier ressort – c'est-à-dire de dispensateur ultime des liquidités sans lesquelles le système connaitrait un arrêt cardiaque – les banques centrales ont agi de manière

déterminante. À tel point que l'on peut se demander si elles vont être en mesure de hausser des taux directeurs proches de zéro qui poussent au crime, et si le capitalisme n'est pas entré dans une nouvelle phase, que l'on pourrait qualifier d'assisté. En attendant, l'abondance des liquidités crée les conditions de nouveaux dérapages financiers et il n'est pas question de les assécher.

Afin de saisir les mécanismes profonds de la crise dans sa version européenne, il est éclairant de ne pas s'en tenir à ses aspects spécifiques. Tout comme il doit être pris en compte la crise de la mondialisation, ou bien encore cette autre qui se pointe irrésistiblement et résulte de l'accaparement et du gâchis de ressources finies. La crise dans laquelle nous sommes plongés a donc plusieurs facettes, impliquant une mise à plat d'ensemble afin que le progrès et le bien-être retrouvent un sens. Mais la barbarie sera toujours une option par défaut, dans un monde où les inégalités s'accentuent et où le pouvoir se concentre. Des signaux se manifestent déjà, à ne pas négliger.

Selon quel principe la société de demain pourrait-elle fonctionner ? Un partage démocratique de biens communs étendus – ni propriété privée, ni d'État – qui privilégierait l'usage ?

LA SURVIE DE L'ESPÈCE SELON FRANÇOIS RODDIER

10 juin 2014 *par* Paul Jorion |

Vendredi dernier, à Lausanne, j'ai eu l'occasion de discuter avec Oil Man qui, comme son nom l'indique, est un super-héros.

Son alter ego dans la société civile (non, ce n'est pas Peter Parker), Matthieu Auzanneau m'a recommandé de m'intéresser, toutes affaires cessantes, à l'oeuvre du physicien et astronome François Roddier.

Je viens de visionner la vidéo ci-dessous, que je vous recommande ; cela dure une heure et demie, mais je vous assure qu'à l'arrivée, on n'a pas le sentiment d'avoir perdu son temps.



https://www.youtube.com/watch?v=6lNz5vmKEFA (français, 1 heure 30)

L'évolution s'accélère

- Une espèce vivante maximise la dissipation d'énergie en s'adaptant à l'environnement.
- Elle mémorise dans ses gènes de l'information sur l'environnement (processus d'apprentissage).
- Plus ses gènes mémorisent d'information plus elle dissipe d'énergie.
- Plus elle dissipe d'énergie plus vite elle modifie son environnement.
- Plus vite elle modifie son environnement plus vite ses gènes doivent se réadapter.

L'extinction des espèces

Une espèce modifie son environnement en:

- épuisant ses ressources.
- dégradant son environnement.
- faisant concurrence à d'autres espèces.

Lorsque ses gènes ne peuvent plus s'adapter, une espèce disparait: c'est le phénomène d'extinction des espèces.

La sélection de parentelle culturelle

☞ Le degré d'altruisme entre les hommes est déterminé par la proportion de culture commune (patriotisme).

- À l'intérieur d'une même colonie les bactéries coopèrent, mais les colonies s'affrontent.
- À l'intérieur d'une même société les hommes coopèrent, mais les sociétés s'affrontent.

La mondialisation actuelle

Peu à peu la culture qui dissipe le plus d'énergie s'étend sur toute la planète. C'est le phénomène de la "pensée unique". Plus une culture s'étend, plus elle dissipe d'énergie, plus elle est susceptible de s'effondrer.

☞ Pour éviter l'effet de la reine rouge, il faut "courir moins vite". Mais si on court moins vite on se fait doubler par les autres…

L'évolution finale

L'effet de la reine rouge s'évanouit avec la formation d'une société planétaire unique capable de contrôler son environnement. Cela suppose une prise de conscience collective de:

- l'évolution de l'environnement (mouvements écologistes).
- du mécanisme de la reine rouge (objecteurs de croissance).

L'évolution finale

Le phénomène de condensation au point critique laisse entrevoir la formation d'une civilisation mondiale unique à économie stationnaire capable de contrôler l'évolution de la biosphère (Gaïa).

De même qu'un individu est un "véhicule" construit par ses gènes pour assurer leur survie (Dawkins), de même une société planétaire est un "véhicule" construit par ses individus pour assurer leur survie.

Construire !

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans Micro Economie - 9 juin 2014

[NOTE DE NYOUZ 2 DÉS : Voici donc un autre « ***apôtre de la croissance infini*****». Construire tous ces logements (mais surtout des maisons unifamiliales) demande beaucoup de ressources (matériaux et énergie) et détruit notre environnement naturel. Ce qu'il faut c'est « densifier » les logements déjà existant : déterminer combien nous avons besoin de mètres carré par personne et augmenter le nombre de personnes par logements (quitte à les adapter, par exemple, en espaces commun et en espaces privés). De toute façon c'est ce qui arrivera dans un avenir beaucoup plus proche que vous le croyez.]**

Dans la plupart des économies du monde, aujourd'hui, le logement est l'un des principaux déterminants de la croissance. D'une part parce qu'il est un grand pourvoyeur d'emplois ; d'autre part parce que la valeur des patrimoines immobiliers détermine très largement la capacité d'emprunt et le désir de consommer des ménages. Et tous les pays cajolent ce secteur.

On pourrait penser que la France est un paradis pour ce secteur : une population en croissance démographique, avec des besoins de logement sans cesse renouvelés ; une décohabitation croissante, provoquée par la dissolution accélérée des couples ; une demande croissante de résidences secondaires, individuelles ou collectives, pour des Français ou des étrangers ; des besoins urgents de mise à niveau environnementale, qui appellent à la rénovation des logements existants ; des taux d 'intérêt très bas, qui rendent le financement peu coûteux ; enfin, des aides publiques massives (ayant doublé en 20 ans et représentant plus de 2% du PIB) qui en font un des secteurs les plus aidés de l'économie.

Et pourtant, les logements sont rares en France ; de plus en plus rares : il manque au moins 1,5 millions de logements neufs. Plus de 4 millions de Français sont logés dans des lieux insalubres. En conséquence, le prix des logements, comme les loyers, ont doublé en France en 20 ans, alors qu'ils sont restés stables en Allemagne, pénalisant le pouvoir d'achat et augmentant le coût du travail.

Au total, l'industrie du logement ne représentent que 5% du PIB français (ce qui en fait le pire ratio d'efficacité des dépenses publiques). D'autant plus,

que plus de la moitié des aides sont consacrées à d'autres qu'aux bas revenus ; alors qu'y pullulent aberrations et privilèges : par exemple, les offices d'HLM, même les plus riches, ne paient pas l'impôt sur les sociétés, privant le budget de l'Etat de plus de 1 milliard de recettes.

Pour couronner le tout, une nouvelle loi, dit loi Duflot 2, ou loi ALUR, sous prétexte de renforcer le pouvoir des locataires face aux propriétaires, s'est traduite récemment en un délire bureaucratique, exigeant plus de 208 décrets d'application, dont seulement 50 ont été pris ; bloquant toute perspective de rentabilité pour le logement locatif.

Tout se ligue alors pour qu'on ne construise pas : les élus, qui ne veulent pas que de nouveaux venus viennent modifier l'équilibre social qui les a fait élire ; les propriétaires, qui ne veulent pas qu'une nouvelle offre de logement remette en cause la rareté du leur ; les constructeurs, plus à l'affût de subventions que de projets économiquement rentables.

En conséquence, la construction de logement est entrée en France, dans les derniers mois, dans une crise majeure : le nombre de mises en chantier est descendu en dessous de 270 000 logements par an, alors que le plan était d'en construire 500 000, et ce nombre baisse de 20 % par rapport à l'année précédente.

Cet effondrement pénalise de près de 1 point le taux de croissance de l'économie française, par le seul effet mécanique de la baisse de la production de logements, et plus encore si on tient compte de l'ensemble des effets indirects.

Il est urgent de mettre fin à ce désastre. Les Français n'ont rien à gagner à protéger les rentes. Ils ont tout à gagner à ce qu'on construise le plus vite possible des logements plus durables et moins coûteux.

Pour y parvenir, il faudrait avoir l'audace de décider d'urgence de mesures radicales. D'abord, abroger au plus vite, la loi ALUR. Puis, réduire massivement les aides au logement,en dehors du secteur du logement social et mettre les organismes de HLM en situation d'efficacité, en les considérant comme des entreprises comme les autres. Enfin, dégager des terrains à construire, en reprenant aux élus locaux le pouvoir sur le foncier, pour le rendre aux représentants de l'Etat, moins sensibles au conservatisme des propriétaires.

Il faudrait faire cela vite. Dans le mois qui vient. Cela dégagerait dès 2014 des perspectives réelles de croissance. C'est d'autant plus urgent que l'économie française stagne et qu'il n'y a pas d'autres moteurs d'une telle puissance.

De l'audace qu'auront, ou n'auront pas, le gouvernement et le Parlement, pour mener cette réforme, on jugera si la France est restée le pays des monopoles, de la rente et des privilèges, ou si elle peut enfin passer du côté de la concurrence, du profit et de l'équité.

Création d'emplois record aux États-Unis... mais pas de raison de célébrer

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 06/06/2014



Nouveaux chiffres sur l'emploi aux États-Unis aujourd'hui. Près de 217 000 emplois ont été ajoutés en mai. Le secteur privé américain en est à son 51e mois consécutif de croissance. Il bat ainsi le record établi entre février 1996 et avril 2000, nous apprend The Atlantic. Mais ce n'est pas une raison de sortir le champagne…

« Lorsqu'il est question de création d'emplois, l'économie américaine est comme un coureur qui voit fil d'arrivée reculer sans cesse. »

Pourquoi ne peut-on pas se réjouir?

1- La population active augmente plus vite que le rythme de création d'emplois. Ainsi, retrouver le niveau pré-crise 2008 ne suffit pas. Depuis 2008, 15 M d'Américains de plus sont en âge de travailler. C'est pourquoi,

malgré une création d'emploi historique, la proportion d'Américains au travail a chuté de 62,6% à 58,9%. Les États-Unis ont beau marquer des signes d'activité intense, cela ne suffit pas. Pout employer une image, l'économie américaine est comme un coureur qui voit la ligne de d'arrivée constamment reculer. Il a beau courir vite, il n'atteint jamais son but.

2- Un nouvel emploi n'équivaut pas à un nouvel emploi. Ce n'est pas parce qu'on a recréé le même nombre d'emplois que ceux que l'on a perdu que tous les chômeurs sont retourné au travail. Les entreprises qui avaient éliminé des emplois ne les ont pas nécessairement recréés. Ainsi, l'emploi manufacturier est-il encore 19,5% sous le niveau de 2008 et les emplois dans l'industrie de la construction en recul de 19,5%. Pendant ce temps, ceux du secteur de l'éducation et de la santé ont grimpé de 15% et ceux de l'industrie du loisir de 7%.

Bref, il faudrait bien que cette satanée ligne d'arrivée cesse de reculer.

Ou que l'économie américaine prenne des stéroïdes. On cite souvent l'entrepreneurship comme une solution. Transformer les futurs gradués en créateurs d'emploi plutôt qu'en chercheurs d'emploi. Un processus qui suppose un changement culturel (dans les familles), de l'éducation et de la formation.

Ou que l'économie américaine essaie la course à relais. En fait, tous les États auraient avantage à essayer la course à relais c'est-à-dire collaborer davantage pour relancer leurs économies. En affaires on emploie le terme «coopétition» c'est-à-dire collaborer avec nos concurrents. Cela se fait lorsque les enjeux le justifient. On peut affirmer que le chômage, particulièrement celui de longue durée, le justifie.